

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 20/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETS METALLURGIQUES E.GODARD

24, rue Antoine Becquerel
21300 Chenôve

Références : 2026-180
Code AIOT : 0005401561

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2026 dans l'établissement ETS METALLURGIQUES E.GODARD implanté 24, rue Antoine Becquerel 21300 Chenôve. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETS METALLURGIQUES E.GODARD
- 24, rue Antoine Becquerel 21300 Chenôve
- Code AIOT : 0005401561
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Établissement soumis à autorisation ICPE pour une activité de tri/transit/regroupement et de traitement (broyage) de déchets dangereux et non dangereux (métaux, DEEE, VHU, ...).

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Accidentologie TTR

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rondes	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4	Demande d'action corrective	2 mois
3	Stockage des batteries	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Petits îlots	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 1 et 9	Demande d'action corrective	2 mois
5	Organisation liée au REX	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a constaté des non-respects de prescriptions concernant les limites en longueur, largeur et hauteur des zones de stockage. Le délai de stockage de batteries doit être justifié.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
Prescription contrôlée : <p>Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.</p>

Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots.

L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.

Constats :

Un système de vidéo surveillance (caméras thermiques Fire rover) et capteurs de mouvement supervisent les stockages extérieurs du site.

Actuellement, le système installé alerte l'exploitant et la société de télésurveillance via de la téléphonie.

En journée, l'alerte est transmise via la téléphonie aux trois personnes présentes sur le site, au directeur de site et à la société de télésurveillance.

Hors heures ouvrables et le week-end et jours fériés, le système installé alerte le directeur de site et à la société de télésurveillance. La levée de doute peut se faire par les caméras et/ou un agent de la société de surveillance se rend sur place (l'exploitant a indiqué qu'il se rendait sur place en moins d'un quart d'heure).

Un contrôle du dispositif vidéo surveillance et des capteurs de mouvements sont prévus tous les 6 mois (en 2025 les contrôles ont été réalisés les 25/06/25 et 01/12/25).

Pour information, l'exploitant a présenté un devis pour des travaux d'amélioration du système permettant de coupler la détection des caméras thermiques avec un flux d'eau piloté par l'Intelligence Artificielle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rondes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :

a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;

b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et

traitements sont effectués.

II. - L'exploitant détermine les consignes concernant :

- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;
- le parcours des rondes et les points d'observation ;
- la formation du personnel concerné ;
- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;
- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.

Constats :

L'exploitant indique qu'une ronde est effectuée à la fermeture du site avec une caméra thermique. Un circuit est pré-établi, la ronde est tracée numériquement avec 7 photographies réalisées pendant la ronde.

Durant la nuit, la société de surveillance effectue 3 rondes aléatoires.

Non conformité :

L'exploitant ne dispose des consignes concernant :

- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;
- le parcours des rondes et les points d'observation ;
- la formation du personnel concerné ;
- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;
- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Stockage des batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12

Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

Prescription contrôlée :

Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.

Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois. Cette disposition peut être adaptée par arrêté préfectoral dans les conditions prévues à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu.

<p>Constats :</p> <p>Le site ne réceptionne que des batteries plomb. Elles sont entreposées dans des bacs étanches placés à l'abri des intempéries. Les batteries sont enlevées régulièrement:</p> <p><u>Non-conformité :</u></p> <p>La collecte des batteries n'est pas réalisée au minimum tous les six mois. Le dernier enlèvement remonte au 18 mars 2026 pour 19,173 tonnes (BSD n° 20260318-X4RQASC10), les précédents enlèvements ont eu lieu le 17 mars 2025 (BSD n°20250303-EYBVG63X8 pour 11,02 tonnes) et le 12 février 2025 (BSD n° 20250212-2V52NRQ7G pour 1,171 tonnes).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera le délai de stockage de batteries supérieur à 6 mois sur son site. L'exploitant mettra en place une organisation permettant de s'assurer que le délai de 6 mois est respecté.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Petits îlots

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 1 et 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Petit îlot : zone susceptible de contenir des déchets combustibles ou inflammables qui remplit les conditions cumulatives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le volume de déchets contenu dans la zone est inférieur à 10 m³ si elle est située dans un bâtiment ouvert ou fermé, et à 30 m³ sinon ; • les limites en longueur, largeur et hauteur de la zone sont matérialisées en permanence (benne, peinture, piquet, mur...) ; • la zone est séparée des autres zones, bâtiments, îlots, locaux, parking ou tiers par une distance d'au moins cinq mètres ou par un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120. <p>Un bâtiment ouvert ou fermé ne peut contenir plus de cinq petits îlots. Chacun de ces petits îlots contient un flux de déchets différent. Une installation ne peut contenir plus de cinq petits îlots pour l'ensemble des entreposages extérieurs.</p>
<p>Constats :</p>

L'entreposage extérieur sur site n'est pas organisé en "petits îlots". Des zones sont matérialisées au sol pour garantir les voies d'accès pompiers de 6 m de large et limiter les volumes stockés. Les capacités maximales de stockage sur site et la répartition des quantités de déchets par nature sur le site sont définies aux articles 1.2.3.3 et 1.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°88 du 19 février 2019.

A noter qu'il n'y a plus d'activité VHU depuis 2024.

Observation

Ce marquage au sol est vieillissant et effacé par endroit.

Ces zones comprennent principalement:

- la ferraille en attente de broyage ;
- la ferraille broyée (E40) ;
- les résidus de broyage (mousses, poussières...) ;
- les résidus de broyage lourds (métaux, cuivre, aluminium, caoutchouc...)

Non-conformité

Le jour de la visite d'inspection, il a été constaté que la hauteur maximum de 7 mètres autorisée par l'article 8.3.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°88 du 19 février 2019 n'était pas respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant reprendra le marquage au sol.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Organisation liée au REX

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du REX

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises

à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

Constats :

L'exploitant dispose d'un registre à l'accueil du site reprenant les évènements, anomalies, incident/accident survenus sur le site.

L'exploitant présente également la procédure "préparation et réponses aux situations d'urgence" PR M2-3 créée le 26 juin 2017 (dernière mise à jour février 2026). La procédure définit la manière dont les Ets GODARD identifient et gèrent les situations d'urgence pouvant avoir des conséquences néfastes sur l'environnement.

L'inspection informe l'exploitant que depuis le 1er janvier 2026, la déclaration d'un accident ou de d'un incident doit être effectuée sur le site Service Public Entreprendre: <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation

L'exploitant fournira à l'inspection les procédures CS 02 "Conduite à tenir en cas d'incendie" et la procédure CS 03 "Conduite à tenir en cas de pollution accidentelle" notées dans la procédure PP M2-3 et qui n'ont pas pu être présentées lors de l'inspection.

L'exploitant mettra à jour sa procédure PR M2-3 suite à la nouvelle obligation de déclaration en ligne des incidents/accidents.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois